SYNDICAT NATIONAL DES FINANCES PUBLIQUES

Compte-rendu
CTL du 22 octobre

Accueil, SDE, mission foncière…

Concernant l'accueil dans les services de la DRFiP, FO a souligné que les suppressions massives d'emplois que nous connaissons (-84 B et C en 2021 !) sont incompatibles avec toute ambition en la matière. Si nous partageons l'**objectif affiché d'améliorer l'accueil**, nous avons souligné que celui-ci **est incompatible avec les suppressions d'emplois** sans fin que nous connaissons ainsi qu'avec les fermetures d'une quinzaine d'implantations dans le Rhône en moins de deux ans. **Comment améliorer l'accueil en fermant un tiers des implantations ?!**
Si la nouvelle mouture du projet directionnel réduit l'impact des ouvertures du mercredi sur la charge des services, elle n'est **satisfaisante ni du point de vue des agents ni de celui des usagers.**
Enfin, nous avons appris que la trésorerie Lyon Amendes est intégrée à ce programme d'ouvertures harmonisées en **deux zones** (Métropoles / communes -10000h).
Lyon-Amendes rouvrira donc au public le 3 janvier. Il semble que l'impact de sa fermeture sur l'accueil de tous les autres services ait été jugé excessif.
L'ensemble de l'opération fera l'objet d'un **point d'étape au bout de six mois**

De même, l'**APRDV ne saurait résoudre les problèmes d'effectifs au SDE**.
Ces projets constituent pour la DRFIP des exercices obligés destinés à habiller les régressions dans l'exercice des missions d'un vernis de « dialogue social ».

La DR nous a présenté le **recours à Google et Cap Gémini dans le cadre de la mission cadastrale**. Au delà de la dénonciation du coût du recours à ces prestataires privés (24 millions d'euros!), nous avons pointé la porte ouverte accordée à un très encombrant et intrusif partenaire, mondialement réputé pour ses activités d'espionnage.
Sur le fond, nous avons détaillé toutes les difficultés qui se faisaient jour concrètement dès maintenant à l'usage de cette pseudo « intelligence artificielle ».

FO-DGFiP a dans le cadre des « questions diverses » affirmé son **opposition à la fin du bureau individuel** dans l'organisation de la prochaine CAE. La direction a nié ce diagnostic malgré le choix d'un projet à 0,7 bureau par agent. Nous y reviendrons.

Enfin, FO a évoqué un sujet délibérément occulté par la direction : la **fermeture de la caisse à la Trésorerie de la Métropole**, une des plus importantes de France. Des motifs de sécurité ont été évoqués… Ridicule quand on sait que des services avec 2 ou 3 agents ont rempli cette mission depuis fort longtemps sans que cela n'inquiète personne ! Il s'agit là aussi de problèmes d'**effectifs insuffisants** et d'un **renoncement aux missions de base de notre administration**.